Enregistré à : RE 2EME VIVIENNE
Le 07/02/2006 Bordereau n°2006/119 Case n°1
Enregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agent

Greffe du Commerce
14 FEV 2006
N° DE 14955

ROMPETROL FRANCE

Société par actions simplifiée au capital de 37.002 €
Siège social : 1, rue Favart 75002 Paris
RCS Paris
(n° RCS en cours d'attribution)

-ooOoo-

DECISIONS DES ASSOCIES
DU 19 JANVIER 2006

DIDIER ATA
Ext 1175

Procès-verbal

L'an 2006, le 19 janvier

Les soussignés :

Monsieur Colin Hart
demeurant 162, Spring Branch Lane, Free Union – Virginie 22901 - USA

Monsieur Karim Benabderrazik
demeurant Obersecki 11 - 6318 Walchwil – Suisse

Monsieur Lucian Septimiu Budac
demeurant Bellevueweg 20 – 6300 Zug - Suisse

Agissant en qualité de seuls associés, propriétaires de la totalité des 37.002 actions de la société Rompetrol France, société par actions simplifiée au capital de 37.002 euros et dont le siège social est 1, rue Favart, 75002 Paris.

Après avoir pris connaissance :

(i) des documents suivants :

- le projet de contrat de crédit intitulé Contrat de Crédits à signer avec la Société Générale ;
- le texte du projet de décisions ;
- un exemplaire des statuts.

(ii) de l'ordre du jour ci-après reproduit :

1. Agrément d'un nouvel associé.
2. Augmentation de capital de 456.358 euros par émission de 456.358 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, émises avec une prime d'émission de 20,9126 euros par action à souscrire et à libérer intégralement en numéraire, par versement d'espèces ou par compensation avec des créances

K.B LR

liquides et exigibles sur la Société, lors de la souscription ; fixation des dates et des modalités de souscription des actions.

3. Modification subséquente de l'article 7 des statuts.
4. Examen et approbation de la conclusion par la Société du Contrat de Crédits.
5. Approbation des diverses sûretés à donner par la Société en application du Contrat de Crédits.
6. Approbation du projet de nantissement par la société Rompetrol France du compte d'instruments financiers sur lequel sont inscrites les actions de la Société détenues par Rompetrol France et agrément du bénéficiaire du nantissement.
7. Pouvoirs pour les formalités légales.

Ont pris les décisions suivantes conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts de la Société :

Première décision

Les associés, conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts, décident d'agréer, sous condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital visée à la deuxième décision des présentes, la société The Rompetrol Group N.V., société de droit hollandais dont le siège social est Strawinskylaan 807 Tower A-8 1077XX Amsterdam, Pays-Bas, en qualité de nouvel associé.

Deuxième décision

a) Emission d'actions nouvelles

Les associés, après avoir constaté que le capital est entièrement libéré, décident d'augmenter le capital social, actuellement fixé à 37.002 euros, divisé en 37.002 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune, d'un montant de 456.358 euros pour le porter à 493.360 euros par l'émission au pair, sans appel au public, de 456.358 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro, émises au prix de 21,9126 euros par action, soit avec une prime d'émission unitaire de 20,9126 euros, à libérer intégralement en numéraire lors de la souscription par versements en espèces et/ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

b) Droit préférentiel de souscription

A chaque action ancienne est attaché un droit de souscription négociable.

Les propriétaires des actions actuellement existantes exerceront leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible proportionnellement à leur participation au capital.

Ils pourront en outre souscrire à titre réductible aux actions qui n'auront pas été souscrites à titre irréductible et ce, proportionnellement aux droits à titre irréductible par eux exercés, dans la limite de leur demande et sans attribution de fraction.

Ils pourront renoncer individuellement à leur droit préférentiel de souscription.

K. D

Ceux des associés qui n'auront pas un nombre suffisant d'actions anciennes leur permettant d'exercer leur droit de souscription à un nombre entier d'actions nouvelles devront faire leur affaire personnelle du groupement d'actions nécessaires pour l'exercice de leur droit sans qu'il puisse en résulter une souscription indivise.

Le droit de souscription sera négociable dans les mêmes conditions que les actions elles-mêmes pendant la période de souscription.

Dans la mesure où les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant à titre réductible, n'auront pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, le Président pourra, à son choix et dans l'ordre qui lui conviendra :

(i) limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celles-ci atteignent 75% au moins du montant de l'augmentation de capital ;

(ii) répartir, totalement ou partiellement, les actions non souscrites entre les personnes de son choix, tiers ou associés, étant précisé que le Président pourra d'office limiter cette augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies si le montant des actions non souscrites représente moins de 3% de l'augmentation de capital.

c) Délais et lieux de souscription

La souscription sera ouverte du 19 janvier 2006 au 1er février 2006 inclus.

Les souscriptions et versements seront reçus sans frais au siège social.

La souscription pourra être close par anticipation dès que tous les droits de souscription à titre irréductible auront été exercés ou que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite.

d) Versement

Les fonds, versés en espèces à l'appui des souscriptions, seront déposés dans les délais prévus par la loi, sur le compte bancaire ouvert à cet effet au nom de la Société auprès de la banque Société Générale, Agence de Perpignan, 28-30, avenue Général Leclerc, BP 348, 66003 Perpignan Cedex.

e) Jouissance

Ces 456.358 actions nouvelles seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions des statuts. Elles seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter du premier jour de l'exercice social en cours.

f) Négociabilité

Les actions seront inscrites en compte le jour de la réalisation de l'augmentation de capital et négociables à compter du même jour dans les conditions prévues aux statuts.

M.B

g) Pouvoirs

- Les associés délèguent au Président tous pouvoirs à l'effet :

  - d'aviser les associés des conditions d'exercice de leur droit préférentiel de souscription ;
  - de procéder à la clôture anticipée de la souscription ou proroger sa date, le cas échéant ;
  - de recueillir la souscription des actions nouvelles et recevoir les versements, en faire le dépôt sur le compte bancaire de la Société ;
  - d'établir, le cas échéant, l'arrêté de comptes visé à l'article 166 du décret n°67-236 du 23 mars 1967 ;
  - d'obtenir du dépositaire des fonds et/ou du commissaire aux comptes le certificat attestant la libération de l'augmentation de capital ;
  - de procéder éventuellement au retrait des fonds après la réalisation de l'augmentation de capital ;
  - plus généralement, d'accomplir tous actes et toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Troisième décision

En conséquence de l'adoption de la précédente résolution et sous la condition suspensive de la réalisation de définitive de l'augmentation de capital, les associés décident de modifier comme suit l'article 7 des statuts :

Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 493.360 euros. Il est divisé 493.360 actions de 1 euro chacune, intégralement libérées, toutes de même catégorie.

Quatrième décision

Les associés, après avoir pris connaissance du projet de Contrat de Crédits à conclure avec la Société Générale, dans le cadre de l'acquisition par la Société de la société DYNEFF SA et de ses filiales et aux termes duquel il est prévu que la Société Générale, en qualité d'Agent, de Prêteur et d'Arrangeur, consent à mettre à la disposition de la Société, en qualité d'Emprunteur A :

- un Crédit d'Acquisition, tel que ce terme est défini dans le Contrat de Crédits, d'un montant maximum en principal de 48.000.000 euros; et
- un Crédit Relais, tel que ce terme est défini dans le Contrat de Crédits, d'un montant maximum en principal de 16.000.000 euros destiné à financer partiellement le paiement du prix de l'acquisition susvisée ;

approuvent, à l'unanimité, le projet de conclusion par la Société du Contrat de Crédits et autorisent en conséquence, à l'unanimité, le Président de la Société ou toute autre personne qu'il se substituerait, à conclure, au nom et pour le compte de la Société, le Contrat de Crédits , faire le nécessaire, effectuer toutes démarches, signer tous actes et contrats relatifs à cette opération

y compris un accord entre créanciers, signer tous actes et contrats visés dans le Contrat de Crédits y compris les accords entre créanciers et les contrats de couverture.

Cinquième décision

Les associés prennent acte qu'afin de garantir l'ensemble des obligations qui seront souscrites par la Société au titre du Contrat de Crédits, la Société serait tenue, conformément à ce contrat, de consentir les diverses garanties suivantes :

1. nantissement de premier rang du compte d'instruments financiers sur lequel sont inscrites les actions de la société DYNEFF SA que la Société détiendra suite à l'acquisition de cette société et de ses filiales, ainsi que tous instruments financiers qui remplaceraient, se substitueraient ou viendraient en complément des instruments financiers initialement nantis, en application de l'article L. 431-4 (tel que modifié par l'ordonnance n° 2005-171 en date du 24 février 2005) du Code monétaire et financier ; étant précisé que cette sûreté garantie également les obligations souscrites par DYNEFF SA au titre du même Contrat de Crédits ;

2. délégation de garantie actif/passif aux termes de laquelle la Société consentira et délèguera la société civile Famille Antoine Lecea (telle qu'identifiée en annexe 15 du Contrat de Crédits) et Monsieur Antoine Lecea aux fins de paiement à l'Agent , pour le compte du Prêteur, des indemnités payables par la société civile Famille Lecea et Monsieur Antoine Lecea au titre de la Garantie Actif et Passif, tel que ce terme est défini dans le Contrat de Crédits, pour sûreté et garantie du remboursement en principal et du paiement de tous intérêts, de toutes commissions, et de tous frais et accessoires et sommes quelconques dues par la Société au titre des Documents Financiers ;

3. délégation garantie bancaire aux termes de laquelle la Société consentira et déléguera en sa qualité de garant au titre de la garantie bancaire, aux fins de paiement à l'Agent, pour le compte du Prêteur, des sommes payables au titre de la garantie bancaire, à titre de garantie du remboursement en principal et du paiement de tous intérêts, de toutes commissions, et de tous frais et accessoires et sommes quelconques dues par la Société au titre des Documents Financiers ;

et approuvent, à l'unanimité, l'octroi par la Société des diverses garanties listées ci-dessus et autorisent en conséquence, à l'unanimité, le Président de la Société ou toute autre personne qu'il se substituerait, à conclure, au nom et pour le compte de la Société, les contrats de garantie et tous autres documents nécessaires à la mise en place des sûretés ci-dessus.

Sixième décision

Les associés prennent acte également qu'aux termes du projet du Contrat de Crédits, la société The Rompetrol Group N.V., associé de la Société à l'issue de la réalisation de l'augmentation de capital visée à la deuxième décision des présentes, devra en qualité d'Investisseur au Contrat de Crédits et au titre de ce Contrat consentir, en garantie de ses propres obligations et des obligations souscrites par la Société, à la Société Générale un nantissement portant sur le compte d'instruments financiers sur lequel seront inscrites, suite à

K.B

la réalisation de l'augmentation de capital objet de la deuxième décision des présentes, les actions de la Société détenues par The Rompetrol Group N.V. ;

et approuvent à l'unanimité le projet d'octroi par The Rompetrol Group N.V., dudit nantissement et, conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts et de l'article L. 228-26 du Code de commerce, agrée les Prêteurs, tel que se terme est défini dans le Contrat de Crédits ainsi que tout cessionnaire ou adjudicateur en qualité d'associé, en cas de réalisation forcée du nantissement.

Septième décision

Les associés confèrent tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie, d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt, et autres qu'il appartiendra.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés.

Colin Hart

Karim Benabderrazik

Lucian Septimiu Budac

GENERALE

AUGM-CA3

AGENCE DE PERPIGNAN

Société : Société par actions Simplifée ROMPETROL France,

Société en formation au capital de 37.002 EUR en cours d'augmentation à 10.032.002 EUR

Siège : 1 Rue Favart 75002 PARIS

numéro unique d'identification : en cours d'immatriculation au R.C.S. de PARIS

La SOCIETE GENERALE, S.A. au capital de 541.906.598,75 EUR, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 R.C.S. Paris et ayant son siège social à PARIS 9ème, 29 Boulevard Haussmann,

Certifie :

- qu'elle a reçu en dépôt la somme de 10.000.000 d'EUR , représentant l'intégralité des versements en numéraire effectués par les souscripteurs de l'augmentation de capital de 456.358 Euros avec prime d'émission de 20,9126 par action, soit 10.000.000 d'Euros au total, décidée par la décision des associés du 19 Janvier 2006 de la société susvisée,

- qu'il résulte des bulletins de souscription qui lui ont été présentés, que 456.358 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 Euro et de émises au prix de 21,9126 Euros chacune ont été souscrites.

Fait à PERPIGNAN, le 20 Janvier 2006

En quatre originaux

SOCIETE GENERALE
28-30, Avenue Gal Leclerc
66003 PERPIGNAN

ROMPETROL FRANCE

S T A T U T S

(Mis à jour le 20 janvier 2006)

Société par Actions Simplifiée au capital de 493.360 €
Siège social : 1, rue Favart – 75002 Paris
RCS Paris
(n° RCS en cours d'attribution)

625300.1

ROMPETROL FRANCE

STATUTS

Article 1 - FORME ET ORIGINE

Il est constitué par les présentes, sous la forme d'une société par actions simplifiée, une société qui sera régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur notamment les dispositions des articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce ainsi que par les présents statuts (ci-après la « Société »).

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, soit directement, soit indirectement, notamment par l'intermédiaire de filiales ou participations, en France et, quand il y aura lieu, à l'étranger :

- la souscription, l'acquisition, la gestion, la vente et la détention de tous titres et droits mobiliers, la prise de participation ou d'intérêt dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières, créées ou à créer, la participation, directement ou indirectement, à la constitution, à l'administration et au contrôle de toutes sociétés, soit par prise de participation directe ou indirecte, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscription, d'acquisition, ou d'échange de valeurs mobilières, obligations, droits ou biens sociaux, de fusion, de société en participation, de groupement d'intérêt économique, ou autrement, ainsi que par comptes courants ou prêts d'associés, à court terme et à long terme ;
- en particulier la souscription, l'acquisition, la gestion, la vente et la détention de tous titres et droits mobiliers, la prise de participation ou d'intérêt dans toutes sociétés et entreprises commerciales opérant dans le domaine du gaz et du pétrole, et qui ont notamment pour activité la distribution, la vente au détail, le négoce, l'achat et la vente, le stockage et le transport de ces produits ;
- l'étude, l'obtention, l'acquisition, le développement, l'exploitation, la vente, la cession, la rétrocession, sous quelque forme que ce soit, dans tous les pays du monde, de toutes dénominations commerciales, marques, modèles, dessins, procédés, systèmes, formules et secrets de fabrication, inventions, demandes de brevets, brevets, améliorations et extensions et tous autres droits de propriété industrielle, ainsi que l'acquisition, l'exploitation et la concession de toutes licences des droits ci-dessus ;
- et, généralement, faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières ou mobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou susceptibles de favoriser le développement et l'extension des affaires sociales.

La Société peut agir, tant en France qu'à l'étranger, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule soit en participation, association, groupement d'intérêt économique ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, les opérations rentrant dans son objet.

Elle peut également prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes affaires et entreprises françaises et étrangères, quel que soit leur objet.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est :

Rompetrol France

Tous les actes et documents, émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est 1, rue Favart, 75002 Paris.

Le siège social peut être transféré par simple décision du Président qui dans ce cas est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Des agences, succursales et dépôts peuvent être créés en tous lieux et en tous pays par simple décision du Président, qui peut ensuite les transférer et les supprimer comme il l'entend.

Article 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années, à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf décision de dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps à courir depuis l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2007.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 493.360 euros. Il est divisé 493.360 actions de 1 euro chacune, intégralement libérées, toutes de même catégorie.

Article 8 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription à la constitution, du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription en cas d'augmentation du capital et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus est effectuée en une ou plusieurs fois, sur décision du Président, dans un délai maximum de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en cas de constitution, ou du jour où cette opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Article 9 - TITRES - ATTESTATION D'INSCRIPTION

Les actions ont la forme nominative.

La propriété des actions résulte de leur inscription sur les comptes et registres de la Société.

Les attestations d'inscription en compte des actions sont valablement signées par le Président ou toute autre personne ayant reçu délégation du Président à cet effet. Elles sont délivrées par la Société à tout associé qui en fait la demande.

Article 10 – CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

I. <u>Modalités de transmission des actions</u>

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dit "registre des mouvements de titres".

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire. Si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

II. Restrictions au transfert

Toute cession d'actions, sauf entre associés, est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions ci-après :

1. En cas de cession projetée, le cédant doit en faire la déclaration à la Société par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire, ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une société, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert.

Cette déclaration devra être contresignée par le cessionnaire.

Dans le mois qui suit cette déclaration, le Président est tenu de notifier au cédant si la Société accepte ou refuse la cession projetée. A défaut de notification dans ce délai d'un mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à l'unanimité des associés ne participant pas au transfert. La décision n'est pas motivée et, en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision et en tout état de cause dans le mois qui suit la déclaration du cédant, le cédant doit être informé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de refus, le cédant aura droit à huit jours pour faire connaître, dans la même forme, s'il renonce ou non à son projet de cession.

2. Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet, la Société est tenue de faire acquérir les actions, soit par des associés ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital, et ce, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

A cet effet, le Président avisera les autres associés par lettre recommandée de la cession projetée, en invitant chacun à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les associés au Président, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue.

La répartition entre les associés acheteurs des actions offertes est effectuée par le Président, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes. S'il y a lieu, les actions non réparties sont attribuées par voie de tirage au sort - auquel il est procédé par le Président, en présence des associés acheteurs ou eux dûment appelés - à autant d'associés acheteurs qu'il reste d'actions à attribuer.

3. Si aucune demande d'achat n'a été adressée au Président dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes le Président peut faire acheter les actions disponibles par un tiers, sous réserve de l'agrément préalable de ce tiers par les associés dans les conditions ci-dessus.

4. Les actions peuvent être également achetées par la Société si le cédant est d'accord. A cet effet, le Président doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec accusé

de réception. L'associé cédant doit faire connaître sa réponse, dans les mêmes formes, dans les huit jours suivant la réception de la demande.

En cas d'accord, le Président convoque les associés, à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la Société et de la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de trois mois indiqué au paragraphe 5 ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au paragraphe 6 ci-après.

5. Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'associé vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance, non susceptible de recours, du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6. Dans le cas où les actions offertes sont acquises par les associés ou par des tiers, le Président notifie à l'associé cédant les nom, prénoms, domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par moitié par les acquéreurs.

7. La cession au nom du ou des acquéreurs désignés est régularisée d'office sur la signature du Président sans qu'il soit besoin de celle du titulaire des actions. Avis est donné audit titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social pour toucher le prix, lequel n'est pas productif d'intérêts.

8. Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession, entre vifs, en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

9. La clause d'agrément, objet du présent article, peut s'appliquer également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation des réserves, provisions ou bénéfices.

Elle s'applique aussi en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire.

Dans l'un ou l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulées au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti au Président, pour notifier au

tiers souscripteur s'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme associé, est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix à payer est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

La présente clause d'agrément n'est pas applicable en cas de réunion de toutes les actions en une seule main.

Article 11 – DIRECTION GENERALE

I. La Société est dirigée et administrée par un Président personne morale ou personne physique. Le Président est nommé, avec ou sans limitation de durée, par décision des associés. Le mandat du Président est renouvelable par décision des associés. Il est révocable à tout moment dans les mêmes conditions.

Les fonctions du Président cessent par l'arrivée du terme du mandat, le cas échéant, par sa démission, par son remplacement par une décision des associés, par sa mise en redressement ou liquidation judiciaire ou en liquidation amiable.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions de la collectivité des associés.

Les dirigeants de la personne morale exerçant les fonctions de Président sont soumis aux même conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président peut déléguer, sous sa responsabilité, ses pouvoirs à tout mandataire de son choix, et en particulier à tout salarié de la personne morale remplissant les fonctions de Président de la Société.

Pour l'application des règles concernant les sociétés anonymes qui restent applicables aux sociétés par actions simplifiées, y compris celles relevant du Code du travail, et notamment celles concernant le comité d'entreprise, il est ici précisé que les attributions du conseil d'administration ou de son président sont exercées par le Président.

II. Le Président pourra être assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués, personnes physiques. Les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués sont nommés, avec ou sans limitation de durée, par décision des associés. Le mandat des Directeurs Généraux et des Directeurs Généraux Délégués est renouvelable par décision des associés. Il est révocable à tout moment dans les mêmes conditions, sans indemnité ni préavis.

Les fonctions des Directeurs Généraux et Directeur Généraux Délégués cessent par l'arrivée du terme du mandat le cas échéant, par leur démission ou par leur remplacement par décision des associés.

Les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués représentent la Société à l'égard des tiers. Ils sont investis, concurremment avec le Président et sous sa responsabilité, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions de la collectivité des associés.

Les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués peuvent déléguer, sous leur responsabilité, leurs pouvoirs à tout mandataire de leur choix.

Article 12 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont nommés et exercent leur mission conformément aux dispositions en vigueur.

Article 13 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LE PRESIDENT OU SES DIRIGEANTS

Le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les associés statuent sur ce rapport et approuvent les conventions visées ci-dessus dans les conditions de l'article 14.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Article 14 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions collectives des associés sont prises à l'initiative du Président ou à l'initiative de tout associé et du commissaire aux comptes.

Les décisions collectives des associés sont prises par consultations écrites, en assemblées, ou résultent du consentement unanime des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Tous moyens de communication, notamment télex, télécopies, courriers électroniques, peuvent être utilisés pour les consultations écrites.

Sont obligatoirement soumises à la décision collective des associés :

- l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat dans les six mois de la clôture de l'exercice social,
- la nomination et la révocation du Président et du ou des éventuels Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués,
- la fixation de la rémunération du Président et celle des éventuels Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués,
- la nomination des Commissaires aux comptes,
- l'approbation des conventions visées à l'article 13 des présents statuts,
- l'extension ou la modification de l'objet social,
- l'augmentation, la réduction ou l'amortissement du capital,
- la fusion, la scission de la Société ou les apports partiels d'actifs,
- la prorogation de la durée de la Société,
- la transformation de la Société,
- la dissolution de la Société,
- l'adoption ou la modification des clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toutes cessions d'actions, ou à l'exclusion d'un associé,
- et plus généralement, toute décision ayant pour effet de modifier, directement ou indirectement les statuts de la Société sauf en cas d'application de l'article 4 des présents statuts.

L'assemblée est convoquée, huit jours au moins avant la date de la réunion, par le Président ou, en cas de carence, par tout associé, par tous moyens, en mentionnant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour. Toutefois, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai, sous réserve du droit à l'information préalable du commissaire aux comptes. Le Président ou l'associé qui a convoqué l'assemblée, adresse aux associés les documents nécessaires à leur information.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut elle élit son président. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance.

En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à leur information, sont adressés à chacun des associés, par tous moyens. Les associés disposent d'un délai de 10 jours à compter de leur réception pour faire connaître leur décision par tous moyens ; à défaut de réponse, ils sont considérés comme s'étant abstenus. La consultation est relatée dans un procès-verbal établi par le Président et auxquels sont annexés, le cas échéant, les réponses des associés.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par mandataire.

Sous réserve des décisions prises par consentement unanime des associés conformément aux dispositions de l'article L.227-19 du Code de commerce qui exige que l'adoption ou la modification de clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toute cession d'actions ou à l'exclusion d'un associé soit décidée à l'unanimité des associés, et sous réserve des dispositions des articles 10 et 18 des présents statuts, les décisions collectives sont prises à la majorité des voix, étant précisé que pour les assemblées, il s'agit des voix des associés présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent. Pour toute assemblée le quorum est atteint dès lors qu'une majorité d'associés assiste personnellement ou par mandataire à l'assemblée.

Article 15 – ASSOCIE UNIQUE

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, l'associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les présents statuts.

Article 16 - CONSIGNATION DES DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions prises par le Président, les procès-verbaux établis à la suite de consultations écrites ou d'assemblées d'associés, les actes sous seing privé constituant une décision collective des associés, sont consignés dans un registre, auquel peuvent être annexés les documents approuvés, sous la responsabilité du Président.

Les copies ou extraits des décisions des associés sont valablement certifiés conformes par le Président ou par toute personne habilitée à cet effet par ce dernier.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 17 - REPARTITION DU BENEFICE

Il est fait sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il doit reprendre son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de cette proportion.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, les associés ont la faculté de prélever les sommes qu'ils jugent à propos de fixer pour les affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou pour les reporter à nouveau, le tout dans la proportion qu'il détermine. Le solde, s'il en existe un, est réparti également entre toutes les actions à titre de dividende.

En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les présents statuts ne permettent pas de distribuer.

Article 18 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société, cette décision étant prise à la majorité des deux tiers des voix.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L.224-2 du Code de commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

A défaut de consultation des associés comme dans le cas où ceux-ci n'ont pu délibérer valablement sur dernière convocation, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées.

Article 19 - DISSOLUTION ANTICIPEE

(a) Réunion de toutes les actions en une seule main

La réunion de toutes les actions en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique. Dans ce cas, l'associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les présents statuts.

(b) Décision des associés

La dissolution anticipée de la Société peut être prononcée par décision collective à tout moment.

(c) Réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal

Lorsque le capital social a été réduit à un montant inférieur au minimum légal depuis plus d'un an, l'action en dissolution de la Société n'est recevable que deux (2) mois après la mise en demeure de régulariser la situation prévue par la loi. Cette mise en demeure est adressée à la Société par acte extrajudiciaire.

Article 20 - LIQUIDATION

Hormis les cas de fusion, de scission ou de dissolution par réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation.

La décision collective des associés, dans les conditions de l'article 14 ci-dessus, règle le mode de liquidation, nomme le ou les liquidateurs et fixe leurs pouvoirs. La nomination du ou des liquidateurs met fin à celle du Président et, sauf décision contraire, à celles des Commissaires aux comptes.

Les associés peuvent toujours révoquer et remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre les pouvoirs.

Le ou les liquidateurs peuvent procéder, en cours de liquidation, à la distribution d'acomptes et, en fin de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôts des fonds.

Le ou les liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la Société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privées, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

Les associés sont consultés aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige (sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles L.237-23 et suivants du Code de commerce) et, en tout état de cause, en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs de liquidation, sur le quitus de la gestion des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Article 21 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la Société et les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.